

# LETTRE ECONOMIQUE de Cuba

Une publication du SE de La Havane  
Octobre 2025

## En bref

Avec un PIB estimé à 22.6 Mds USD, d'après the Economist Intelligence Unit (EIU), l'économie cubaine a connu une contraction de 1,1% g.a. en 2024, loin de l'objectif annoncé de croissance de 2% g.a.

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 11%

Entre 2019 et 2024, le PIB de Cuba s'est réduit de 11%.

Cuba est le seul pays de la région Amérique latine et Caraïbe, aux côtés d'Haïti, à connaître trois années consécutives de contraction économique : entre 2019 et 2024, son PIB s'est réduit de 11%. Sur ces cinq années, la production primaire (agriculture, élevage et mines) a chuté de 53 %. Une diminution de l'activité secondaire (sucre et industrie manufacturière, -23%) et tertiaire (services sociaux et non sociaux, -6%) a également été enregistrée. Selon le ministre des Finances et des prix, l'une des priorités pour le second semestre 2025 est de rééquilibrer la balance commerciale déficitaire du pays dans un contexte de pénurie persistante de devises.

En effet au premier semestre 2025, les exportations de biens ont connu une baisse de 7% g.a. Les importations ont, quant à elles, augmenté de 7% g.a et se sont concentrées sur trois postes : les produits alimentaires, le carburant et le matériel médical. A noter que les exportations effectuées par les acteurs privés ont atteint un montant de 21 M USD (+30% g.a.), tandis que les importations dépassent 1 Md USD (+34% g.a.). 70% des importateurs non étatiques sont des Mypimes (26% pour les TCP, et dans une moindre mesure, les artisans, les coopératives agricoles et non agricoles).

# Relations extérieures

## Sanctions américaines : des pertes estimées à 7 556 M USD entre mars 2024 et février 2025.

Le ministre des Affaires Etrangères cubain Bruno Rodriguez Parrilla a présenté en septembre un rapport sur l'impact des sanctions américaines sur l'île entre mars 2024 et février 2025. Sur cette période les autorités évaluent une **perte estimée à 7 556 M USD, soit 49% g.a. de plus qu'entre mars 2023 et février 2024 (+ 2 499 M USD)**. Selon le rapport, l'augmentation de l'impact des sanctions sur cette dernière période serait principalement due au durcissement des sanctions mise en œuvre depuis le début du second mandat Trump. L'impact des sanctions se déclinerait en des pertes de revenus provenant des exportations de biens et de services (estimées à 2 608 M USD), des délocalisations d'entreprises (plus de 1 212 M USD). Pour illustrer l'ampleur de ces sanctions, le ministre a présenté plusieurs comparaisons. Selon ce dernier, 2 heures de sanctions représenteraient une perte de (1,4 M USD) ce équivaldrait au coût d'achat des médicaments nécessaires au traitement des pathologies cardiaques et neurologiques, ainsi que des aliments destinés aux enfants atteints de déficiences génétiques et de maladies endocriniennes et métaboliques. **12 jours de sanctions équivaldraient au**

**coût annuel de maintenance (hors carburant et investissements) du système électrique national (250 M USD)** et 16 jours (339 M USD) permettraient de couvrir les besoins en médicaments de base de tout le pays. Un mois (environ 600 M USD) équivaldrait au coût du plan national d'investissements dans l'énergie solaire de 2025 (1 015 MW) et 4 mois représenteraient le coût d'acquisition des autobus nécessaires au transport public du pays (2,85 Mds USD). Il a ajouté qu'il y a quelques semaines, la centrale thermique de Cienfuegos « a directement subi les effets de l'embargo lorsqu'un pays industrialisé, ami de Cuba, n'a pas pu fournir d'assistance technique pour une réparation, arguant que l'assistance demandée contiendrait plus de 10 % de composants américains ». Cette remarque intervient alors que le pays a subi un cinquième blackout total sur l'ensemble du pays le 10 septembre dernier. Rodríguez Parrilla a annoncé que les 28 et 29 octobre, l'Assemblée générale des Nations unies examinera le projet de résolution « Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique contre Cuba ».

# Relations France-Cuba

## M. Raphaël Trannoy, ambassadeur de France à Cuba, a présenté ses lettres de créances.

Monsieur Raphaël Trannoy a présenté ce 23 septembre ses lettres de créances au Président de la République de Cuba, Miguel Dias-Canel Bermudez. La cérémonie a eu lieu au Palacio de la Revolución, en présence du Premier Vice-ministre des Relations Extérieures, Gerardo Penalver Portal. Lors de cet acte, M. l'ambassadeur de France a déposé une gerbe de fleurs sous le monument José Martí.

Le nouvel ambassadeur a exprimé son souhait d'approfondir les liens entre les deux pays et d'avancer dans un programme commun de coopération et de promotion du multilatéralisme.



Source: Cubadebate

# Zoom sectoriel

## Riziculture : une production en crise qui cherche à se relancer.

Si les autorités souhaitent que Cuba soit autosuffisant en riz depuis plusieurs années, force est de constater que cette perspective s'éloigne. En effet, la production nationale de riz représente 11% de la consommation nationale. Face à une crise de production agricole sans précédent, le gouvernement a mis en place différentes stratégies : techniques agroécologiques, augmentation de la surface cultivée ou encore le développement de la culture du « riz populaire » (des petites cultures près de rivières et de vallons). Cependant, ces initiatives se heurtent à des défis majeurs : le manque d'eau, d'intrants et de carburant continuent à limiter considérablement les surfaces cultivables et à réduire la productivité des plantations. Dans ce contexte, le gouvernement intensifie ses importations pour tenter d'assurer un minimum de distribution via la carte de rationnement, et développe de nouvelles formes de partenariats avec ses alliés.

### **Un secteur historiquement marqué par une instabilité de production.**

La riziculture a commencé à Cuba au milieu du XIXe siècle avec des résultats modestes. Au début du XXe siècle la production nationale de riz couvrait presque la totalité de la consommation nationale. L'expansion en parallèle de l'industrie sucrière a cependant fait diminuer la production, qui, dans les années 30, ne répondait plus qu'à 10% de la demande nationale. Cette situation a commencé à s'inverser au début des années 1950 grâce aux crédits accordés par la Banque de développement agricole

et industriel (BANFAIC) aux producteurs de riz permettant de tripler la production nationale via le secteur privé. En 1960, 17 moulins à riz ont été nationalisés dont 16 appartenant à des Cubains et 1 appartenant à un propriétaire Américain.

Par ailleurs la fin des années 50 a été marquée par une diminution de la production en raison de la salinisation des terres, de la présence de parasites et d'un manque de compétences techniques. La décision, en 1960, du gouvernement cubain de dynamiser l'élevage et la production de soja sur les terres rizicoles a amplifié le déclin. Entre 1966 et 1976, des ressources financières considérables ont dû être investies afin d'accroître la production nationale.

En dix ans, des dizaines de réservoirs d'eau, d'une capacité totale de 2,7 Mds de mètres cubes, ont été construits, ce qui a permis d'augmenter les surfaces cultivées et d'introduire de nouvelles variétés. Des séchoirs et des moulins ont été également installés, 700 km de routes et de pistes aériennes ont été construites, plus de 2 000 tracteurs et moissonneuses ont été importés. C'est aussi à cette période que des nouveaux centres de recherche scientifique ont vu le jour, avec pour objectif l'amélioration des semences et des techniques de culture. C'est ainsi que la production est passée de 55.000 tonnes en 1965 à plus de 536.000 tonnes en 1989.

La chute de l'Union soviétique a toutefois fait revenir la production de riz à son niveau de 1960. Il faudra attendre la fin des années 2000 pour observer une reprise grâce notamment à l'approbation du

Programme de développement intégral du riz avant un nouveau déclin.

### **De 300 000 à 80 000 tonnes, une chute vertigineuse de la production locale.**

La production de riz disponible pour la consommation<sup>1</sup> a chuté drastiquement ces dernières années, n'atteignant, en 2024, que 80 000 tonnes, soit 26 % de ce qui avait été récolté en 2018. Cette année-là, le pays avait réussi à semer 150 000 hectares et à atteindre 304 000 tonnes, ce qui couvrait presque la moitié de la demande nationale, estimée à plus de 600 000 tonnes par an. Cependant, à partir de 2019, la production a commencé à baisser. Cette diminution s'est depuis amplifiée en raison notamment de la crise économique interne mais aussi de la pandémie de COVID-19. Les catastrophes naturelles, les difficultés dans la gestion des ressources hydriques tout comme le manque d'infrastructures, d'intrants et de semences, ont encore aggravé la situation. Dans ces conditions, le gouvernement a été contraint de réduire progressivement la superficie allouée à la culture de riz, passant de 133 716 hectares récoltés en 2018 à près de 79 000 en 2024, soit une diminution de plus de 40%. Par ailleurs le rendement a aussi considérablement diminué, exacerbant les tensions sur le marché alimentaire. En 2018 le rendement a été de 4 t/ha tandis qu'en 2024, il s'élevait à 1,7 t/ha, inférieure à la moyenne, s'établissant entre 3 à 6 tonnes, bien loin de celui d'autres pays producteurs tels que le Mexique, le Brésil ou l'Uruguay (6 t/ha, 8t/ha et 10 t/ha respectivement).

---

<sup>1</sup> Riz transformé et prêt à être cuisiné et consommé, qui est distincte du riz paddy. Dans l'industrie, la relation communément utilisée est de 2 t de riz paddy = 1 t de riz de consommation.

### **Une stratégie d'importation renforcée...**

Aujourd'hui la situation s'aggrave et le pays dépend de façon croissante des importations de riz pour couvrir ses besoins alimentaires. En 2024, le pays a dépensé plus de 300 M USD pour l'achat de 407 000 tonnes de cette denrée, un chiffre à la hausse depuis des années. En effet, entre 2010 et 2020, le pays a dépensé plus de 800 M USD pour acheter du riz. En 2023, les importations de riz ont coûté 107 M USD de plus que les 235 M USD investis en 2020, (+46%) bien que les quantités importées aient progressé de 8% g.a, les prix ayant augmenté de manière significative. Concernant l'origine, le Vietnam est le plus grand fournisseur de Cuba, avec plus de 244 000 tonnes en 2022, suivi du Brésil et de l'Uruguay avec respectivement 118 000 et 60 000 tonnes. Bien que le gouvernement soit contraint d'importer pour tenter d'assurer un minimum de distribution via la carte de rationnement, le déclin de l'offre du marché intérieure s'accompagne d'une augmentation constante du prix. En parallèle, les restrictions financières auxquelles le pays fait face a obligé le monopole étatique du commerce à céder la place aux formes de gestion privées, ce qui contribue à alimenter les pressions sur les prix.

### **... qui s'accompagne des partenariats internationaux visant à stimuler la culture du riz**

Face à cette situation, le gouvernement cubain cherche à développer une stratégie visant l'autosuffisance en riz, en cohérence avec le Plan national de développement économique et social à l'horizon 2030, un objectif ambitieux.

Dans ce sens, plusieurs initiatives sont déjà en cours.

Depuis 2024, plus de 20 000 producteurs participent à la culture du « riz populaire », une alternative pour le développement des petites cultures près de rivières. Cette expérience, qui a déjà prouvé son efficacité pendant la crise économique des années 90, cherche à rassembler un grand nombre de producteurs disposant de petites surfaces, tout en réduisant les besoins d'intrants et de machines.

Sur le plan de la coopération internationale, Cuba travaille également avec la FAO afin de bénéficier de l'initiative *Main dans la main*, dont l'objectif est d'accélérer la transformation de l'agriculture et le développement rural. Plus concrètement dans le cas du riz, ce programme vise à attirer des investissements pour soutenir la production par le biais de programmes de renforcement des capacités et la mise en place de pratiques durables. Dans ce cadre, Cuba a eu l'occasion de participer, en octobre 2024, à un forum d'investissement organisé par la FAO durant lequel la délégation cubaine a présenté les opportunités d'affaires dans la filière rizicole mais aussi dans le domaine de la canne à sucre, des fruits et des grains.

### **Cuba – Vietnam : le riz, symbole d'une coopération renouvelée**

Enfin, le programme de production de riz Cuba-Vietnam constitue, depuis sa mise en place, non pas seulement le projet le plus important de la stratégie nationale du développement de la riziculture mais aussi l'un des symboles de la coopération entre les deux pays.

Ce projet, lancé en 1999, a notamment permis d'améliorer la capacité de recherche de Cuba, de transférer les avancées techniques du Vietnam en matière de production de riz et de construire des modèles de production et d'approvisionnement en semences. À la fin de sa 4<sup>ème</sup> phase en décembre 2015, le projet avait été exécuté dans 12 des 15 provinces de Cuba. En tout, 54 000 ha ont été soit une hausse de 163% par rapport au plan initial, avec une productivité moyenne de 4,36 t/ha, contre 2,5 t/ha avant la mise en œuvre du projet. La 5<sup>e</sup> phase, initialement prévue pour s'achever fin 2023, a vu sa durée prolongée jusqu'en 2025 et a permis d'adopter des politiques plus favorables aux projets d'investissement vietnamiens dans ce secteur.

C'est ainsi que, par une décision inédite, les autorités cubaines ont annoncé cette année la cession, sous forme d'usufruit, de terrains agricoles à une entreprise vietnamienne pour développer la production de riz. La mesure, qui concerne pour l'instant près de 1000

hectares situés dans la province de Pinar del Rio, pourrait potentiellement atteindre les 5 000 hectares.



Source: Cubadebate

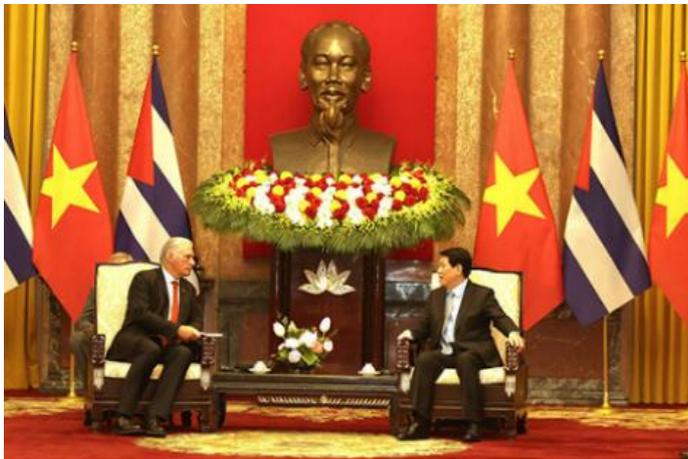
Dans le cadre de ce projet pilote, d'une durée de trois ans, le Vietnam contribuera avec l'apport d'intrants nécessaires à la production, y compris des graines de variétés hybrides qui permettront de diviser par cinq la quantité à utiliser par hectare. En contrepartie, Cuba mettra à disposition des machines agricoles et la main d'œuvre. Le riz récolté, qui appartiendra à la société vietnamienne, aura vocation à substituer des importations. En parallèle, l'île obtiendra des bénéfices via la

prestation de services liés à la production (préparation des sols, séchage, broyage etc). Les premiers résultats se révèlent encourageants : le rendement dépasse les 7 t/ha, un chiffre nettement supérieur à celui obtenu par la province dans le passé (1,6 t/ha en moyenne, en 2024). Cette initiative inédite s'accompagne également de nouvelles politiques visant à encourager l'investissement étranger, parmi lesquelles le recrutement direct de la main d'œuvre locale constitue une véritable nouveauté dans le pays

## L'actualité en bref

### Tournée officielle du Président Miguel Díaz-Canel en Asie.

Le président cubain a entamé sa tournée officielle en Asie le 31 août. Celle-ci a débuté au Viet Nam, où il été reçu par le secrétaire général du Parti communiste, Tô Lâm. La visite, qui s'inscrit dans le cadre du 65ème anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays, s'est conclue par la signature de 3 accords de coopération dans les domaines



Source: [Cubadebate](#)

économique et scientifique, de la santé et de l'agriculture. Ce dernier concerne spécifiquement le développement de la production de riz sur la période 2025-2027. Une déclaration commune sur le renforcement de la solidarité, de l'amitié et de la coopération a été également signée. La visite s'est poursuivie en Chine (2-6 septembre) où le président cubain a assisté aux commémorations du 80e anniversaire de la victoire de la Guerre de

résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise. Lors d'une rencontre avec son homologue chinois, les chefs d'Etat ont passé en revue le plan de coopération entre les deux pays et ont exprimé leur volonté commune d'approfondir leur relation économique. Cette intention s'est concrétisée par la signature d'une déclaration conjointe sur la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Cuba ainsi que par la signature de 11 documents favorisant la coopération dans le cadre de l'initiative la Ceinture et la Route ». Dans ce sens, M. Diaz-Canel a participé à une rencontre avec

plus de 70 sociétés chinoises et des hommes d'affaires du secteur de la biotechnologie et l'industrie pharmaceutique, où il a confirmé la disposition de Cuba à offrir un environnement commercial plus favorable aux entreprises chinoises. Un résultat clé de cette visite a été la restructuration de la dette de Cuba envers la Chine. D'après le ministre cubain du Commerce extérieur et de l'investissement étranger, la dette publique est déjà restructurée et des échanges sont en cours afin de réorganiser la dette bancaire et financière puis passer à la restructuration de la dette avec les entreprises. Enfin, la tournée officielle s'est achevée au Laos où le mandataire cubain a été reçu par le président laotien M. Thongloun Sisoulith. L'île et Laos entretiennent une amitié consolidée depuis 50 ans. Cette rencontre confirme l'intention des deux pays de renforcer leurs relations diplomatiques et d'amplifier leur collaboration dans les domaines économique et politique. Lors de ces visites le président Díaz Canel s'est fait accompagner d'une délégation composée notamment des ministres des affaires étrangères, de l'investissement étranger, de l'agriculture et des forces armées.

## Nouvelle entreprise mixte Cuba – Brésil.

La création de l'entreprise mixte « Bioamazonas Alimentos y Otros Bienes de Consumo S.A », née de l'association entre l'entreprise cubaine Mercalhabana et la société brésilienne Bioamazonas Industria e Comercio de Medicamentos Fitoterapicos, a été annoncée le 5 juillet dernier. Autorisée à opérer dans le commerce de gros et de détail, la nouvelle société commercialisera sur place des matières premières et des produits alimentaires. Avec ce projet, Cuba cherche à revitaliser le commerce, en pénurie chronique depuis 2020, et à combler la très forte demande non satisfaite.

## Les investissements publics à Cuba au premier semestre 2025.

Si depuis des années l'investissement public à Cuba se démarque par la prépondérance du secteur de la construction touristique, un changement de politique est à noter, en cohérence avec les dernières annonces des autorités. D'après les chiffres publiés par l'ONEI fin juin, le premier volume d'investissement réalisé a été dans le secteur de l'électricité, gaz et eau avec plus du tiers (33,6% du total) des investissements soit une hausse de 10,7% g.a. Cette décision intervient dans un contexte de crise énergétique, marqué par des coupures électriques quotidiennes et des difficultés dans la distribution



Source: Granma

de l'eau potable, avec plus de 800 000 habitants n'ayant pas accès à l'eau courante de manière continue. En parallèle, une baisse de 9 % g.a. de l'investissement dans les services aux entreprises, immobiliers et location a été observée, une première depuis la crise sanitaire. En effet, les autorités avaient continué à investir massivement dans leur parc hôtelier bien que Cuba n'arrive plus à atteindre les chiffres de référence d'avant la pandémie (-25% g.a. de visiteurs au premier semestre 2025). Enfin, l'industrie manufacturière constitue le 3ème poste d'investissement public, avec 15,2% des investissements du semestre.

# Quoi de neuf ?

## Visite à Cuba de Mme. Samantha Cazebonne, Sénatrice représentant des Français établis hors de France.

Dans le cadre d'un déplacement en Amérique Latine, qui a débuté à Caracas, Mme. la Sénatrice, Samantha Cazebonne a réalisé une visite à Cuba du 4 au 5 septembre.

A l'occasion d'un petit déjeuner de travail au Lycée français international Alejo Carpentier, Mme Cazebonne s'est entretenue avec l'équipe de direction et le comité de gestion. La visite de l'établissement a aussi rendu possible un échange avec la communauté scolaire, composée de représentants des parents, des élèves et des enseignants.

Pendant sa mission, la Sénatrice a pu rencontrer les élus conseillers des Français de l'étranger.



Mme. Cazebonne a ensuite visité l'Ambassade et rencontré les chefs de service, avec lesquels elle a échangé sur le contexte actuel à Cuba. Au terme de sa visite, Mme. La Sénatrice Samantha Cazebonne s'est rendue au Palais du Prado, l'un des sièges de l'Alliance française à Cuba.

# Focus statistique

## Le salaire à Cuba : une rémunération dissociée des besoins réels de la population

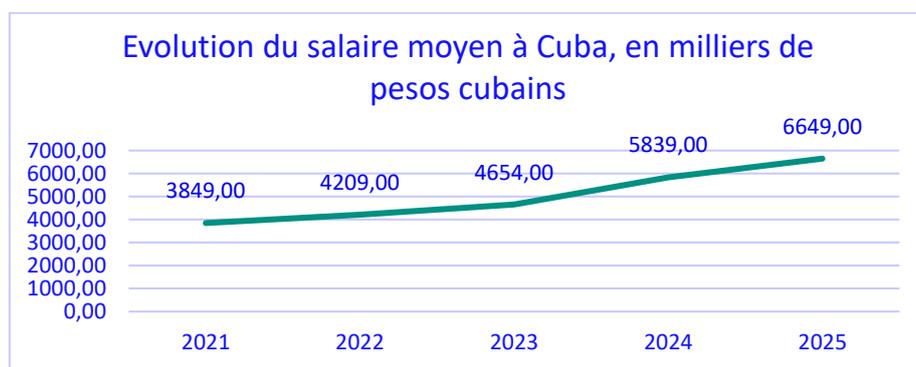
Dans le secteur étatique cubain, le salaire minimum est fixé, depuis 2021, à 2 100 pesos (CUP) par mois, soit 88 USD au taux officiel mais environ 4.6 USD au taux informel (1 USD = 450 CUP). Le salaire moyen était, quant à lui, de 6 649 pesos fin août 2025 (+16,4% g.a). Ce montant comprend toutefois des disparités importantes :

- Dans les entreprises d'Etat le salaire mensuel moyen était de 7 332 CUP, en hausse de 24,9% par rapport à la même période de l'année précédente.
- Dans le secteur *presupuestado* (fonction publique), le salaire mensuel moyen s'établit cependant à 5 922,6 CUP, dévoilant ainsi un gain de seulement 6,8%.

Le secteur des services de gaz, d'eau et d'électricité est le plus rémunérateur (12 363 CUP) devant les activités de la construction, avec 11 256 CUP. A l'inverse, les secteurs des services communaux et du commerce et la réparation d'articles personnels sont les moins bien rémunérés, avec respectivement 4 545 CUP et 4 531 CUP. Géographiquement, on observe un écart de 26% entre la province de La Havane, où les salaires sont les plus élevés (7 660 CUP) et celle de Guantánamo, où ils sont les plus bas (5 619 CUP). La polarisation du salaire moyen à Cuba reflète les inégalités particulièrement marquées entre les régions occidentale et orientale de l'île.

Bien que les salaires soient en constante augmentation depuis plus de 5 ans, cette somme ne compense pas le coût de la vie, notamment sur le marché informel, où l'inflation atteindrait des niveaux à trois chiffres. Le peso cubain se déprécie chaque jour avec la persistance du marché de change informel. Les prix de consommation s'ajustent à ce marché et augmentent, mais les salaires n'évoluent pas en conséquence.

Pour exemple, un carton de 30 œufs coûte aujourd'hui sur l'île 2 800 CUP, un kg de riz 700 CUP pour un salaire moyen est de 6 649 CUP. A ce titre, l'Observatoire Cubain des Droits Humains soulignait début septembre que 89% de la population se trouve actuellement en situation d'extrême pauvreté.



Source : Graphique réalisé par le SE de La Havane à partir des données de l'ONEI. Les données pour 2025 comprennent uniquement la période de janvier à août.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Aurélien Salvini, Chef du Service économique de La Havane

Rédaction : Matéo Garcia et Saïlé Ruíz Tudó, Service économique de La Havane

Abonnez-vous : [lahavane@dgtresor.gouv.fr](mailto:lahavane@dgtresor.gouv.fr)